

Convention collective nationale
IDCC : 1420. – PERSONNEL DES INSTITUTIONS
DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

ACCORD DU 10 FÉVRIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250467M
IDCC : 1420

Dans le cadre du présent avenant et tenant compte des décisions arrêtées lors de la commission paritaire nationale des 2 et 10 février 2012 portant sur les salaires, il est convenu des dispositions suivantes :

Au niveau des augmentations générales 2012

A compter du 1^{er} mars 2012, la valeur du point-salaire et la partie fixe sont majorées de 1,3 %.

En conséquence :

- la valeur du point-salaire, actuellement fixée à 7,8620 €, est portée à 7,9642 € ;
- la partie fixe du salaire, actuellement fixée à 300 €, est portée, à cette date, à 303,9 €.

En outre, les parties conviennent de se rencontrer en octobre 2012 afin de faire le point sur l'évolution générale des salaires au sein de l'Unédic au regard des différents paramètres économiques et conjoncturels à considérer.

Au niveau des mesures individuelles 2012

Par augmentations individuelles, s'entendent uniquement les mesures pérennes constituées par les augmentations de coefficient et les augmentations « Article 18 » de la convention collective nationale.

Le ratio définissant l'enveloppe des augmentations individuelles est exprimé en pourcentage de la masse salariale, sur l'année de référence N – 1.

Chaque établissement devra accorder une enveloppe au moins équivalente à 0,8 % de sa masse salariale propre de l'année N – 1.

Les mesures ponctuelles constituées par les primes collectives exceptionnelles et les primes individuelles ne rentrent pas en compte dans les dispositions ci-dessus.

Ainsi, leur attribution relève du pouvoir de direction de chacun des établissements.

Néanmoins, le ratio consacré au calcul de l'enveloppe des primes individuelles, à attribuer pour 2012, ne pourra être inférieur au ratio ayant déterminé l'enveloppe des primes de l'année N – 1, majoré de 0,1 point.

Ces dispositions se substituent à toutes les dispositions portant sur les mesures salariales individuelles prises antérieurement par voie d'accords d'établissement, qui sont ainsi annulés et remplacés.

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction des relations du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes.

Un exemplaire sera également remis à chacun des signataires et son existence sera portée à la connaissance du personnel par voie d'affichage.

Fait à Paris, le 10 février 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Unédic.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFDT ;

SNAC CFE-CGC.